

Groenland : le mirage des ressources minières

Seule une mine est exploitée dans ce territoire riche en minéraux mais où les projets peinent à se concrétiser



NUUK (GROENLAND) - envoyée spéciale

La cryolite a fait irruption dans la campagne électorale groenlandaise, le 8 février. Ce jour-là, le centre culturel de Nuuk, la capitale du territoire autonome danois, a projeté en avant-première un documentaire, intitulé *L'Or blanc du Groenland*, diffusé le lendemain par la chaîne publique danoise DR. On y apprenait que, pendant plus d'un siècle, l'exploitation de ce minerai, utilisé dans la production d'aluminium, et dont le seul gisement, désormais épuisé, se trouvait sur la côte ouest de l'île, avait rapporté l'équivalent de 400 milliards de couronnes (près de 54 milliards d'euros) à l'entreprise chargée de son extraction et à l'Etat danois. Une véritable fortune!

Si les chiffres ont depuis été contestés par des économistes danois et le documentaire retiré de la plateforme de la chaîne, les Groenlandais y ont vu une confirmation de l'énorme potentiel, niché dans leurs sous-sols, et qui, s'il était exploité, pourrait mener les 56 500 habitants du territoire vers l'indépendance. La convoitise du président américain, Donald Trump, à l'égard de l'île, grande comme quatre fois la France, n'a fait que valider cette hypothèse.

Encore faut-il que le Groenland se dote d'une industrie minière. Car, en dépit des discours enflammés des responsables politiques locaux et étrangers ces dernières semaines, l'exploitation y reste minimale. Une seule mine est en activité : située à 80 kilomètres de Kangerlussuaq, dans l'ouest du Groenland, et exploitée par la compagnie Lumina Sustainable Materials, contrôlée par deux fonds d'investissement suisse et canadien, elle produit, en intermittence depuis 2019, de l'anorthosite, utilisée dans des matériaux de construction.

Bilan « pas très solide »

Dans le sud de l'île, la mine d'or de Nalunaq, fermée en 2013 et rachetée depuis par la société canadienne Amaroq Minerals, est en phase de redémarrage. Pour Naaja Nathanielsen, ministre sortante de l'économie, du commerce et des ressources minières, rencontrée au siège du gouvernement local, à Nuuk, à quelques jours des législatives du mardi 11 mars, ce n'est pas suffisant : « Il nous faut de deux à cinq mines opérationnelles, pour avoir un secteur minier stable. »

Zinc, graphite, cuivre, lithium, terres rares... les ressources, pourtant, ne manquent pas sur l'île, qui en a le contrôle depuis 2009. Selon une étude réalisée par la Commission géologique du Danemark et du Groenland, « 23 des 34 matières premières critiques, qui figurent sur la liste établie par la Commission européenne, sont présentes au Groenland », révèle Jakob Klove Keiding, conseiller en chef de l'institut à Copenhague.

Mais, malgré le rôle-clé de ces minéraux dans la transition écologique et l'intérêt manifesté par les Etats-Unis et l'Union européenne (UE), qui ont tous deux signé des

protocoles d'accord avec Nuuk, en 2019 et 2023, afin de soutenir le développement des ressources minières de l'île, les projets ont du mal à décoller. En cause : les financements, qui se font désirer, sachant qu'il faut seize ans, en moyenne, pour passer des premiers forages à la production.

« Le bilan de l'exploitation minière au Groenland n'est pas très solide, ce qui peut faire hésiter certains investisseurs à s'engager, même si les projets sont prometteurs », remarque Jakob Klove Keiding. D'autant que les opérations minières au Groenland présentent de nombreux défis. En raison du gel, certaines zones ne sont pas accessibles toute l'année. Dans un territoire où seulement 150 kilomètres de route ont été construits, les infrastructures manquent, de même que la main-d'œuvre.

« Le problème est que de très nombreux projets sont à un stade où ils attendent un permis d'exploitation, ce qui peut prendre plusieurs années. Or, cette phase doit être financée, et nous manquons d'investissements », observe Bent Olsvig Jensen, le directeur général de Lumina Sustainable Materials, qui préside aussi le comité de l'industrie minière auprès de l'association des entreprises du territoire, Gronlands Erhverv. Pour le moment, remarque-t-il, « ni la Banque européenne d'investissement ni la Banque d'import-export des Etats-Unis ne finance des projets, à moins qu'ils soient commerciaux ». Les Chinois, eux, sont désormais absents du Groenland.

A Nuuk, Naaja Nathanielsen souligne le paradoxe : « De nombreux pays veulent importer des minerais. Mais ils laissent les compagnies prendre tous les risques au début. » Or, le Groenland, remarque-t-elle, n'a pas l'argent « pour subventionner cette phase très coûteuse de l'exploitation minière ». La ministre poursuit : « J'essaie de dire aux pays importateurs que, s'ils veulent nos minerais, produits de manière responsable dans une démocratie stable et sûre, où nous payons correctement nos travailleurs et où nous avons des règlements pour protéger l'environnement, alors ils doivent nous aider à réduire les risques des investissements. Autrement, les minerais resteront dans le sol. »

C'est d'autant plus important que les cours peuvent fluctuer rapidement, en fonction notamment de ce que la Chine, qui contrôle 60 % de l'extraction mondiale et plus de 90 % de la vente de produits raffinés, écoule sur le marché, note Christian Keldsen, patron de Gronlands Erhverv. Parmi les alternatives envisagées : des subventions publiques, des prêts accordés à des conditions favorables, ou des accords garantissant aux compagnies minières l'écoulement de leur production. Rien n'a encore vu le jour.

« Nous devons décider si les minerais critiques sont une bonne affaire, ou s'ils sont juste un outil politique », remarque Christian Keldsen. Il constate que, sur plus de 80 entreprises qui détiennent un permis d'exploration au Groenland, une seule est américaine : « Je suppose que, si les Etats-Unis s'intéressaient autant à nos mines et à nos sous-sols qu'ils l'affirment, ils auraient été plus présents. » Du côté des pays européens, « je dé-

te un intérêt », assure la ministre. Mais elle ajoute : « L'UE est assez lente. Il va falloir passer à la vitesse supérieure, si nous voulons que quelque chose se produise. »

Préserver le secteur de la pêche

Du point de vue de l'industrie, le gouvernement groenlandais pourrait faire plus, pour encourager les investissements. Bent Olsvig Jensen, qui faisait partie d'une délégation groenlandaise présente au congrès sur l'exploration minière et l'exploitation minière à Toronto (Canada), du 2 au 5 mars, peste contre les « formalités administratives » : une des difficultés, pour les autorités groenlandaises, disposant d'un personnel limité, est de traiter les demandes dans des délais raisonnables.

Mais ce n'est pas le seul problème, note Bent Olsvig Jensen, pour qui le niveau d'exigence, imposé par Nuuk, pour l'octroi des li-

cences d'exploitation, est trop élevé. L'industrie critique le changement dans la législation, introduit en 2021 à la suite d'une manifestation populaire, bannissant l'exploration et l'exploitation de l'uranium sur le territoire. Adoptée à l'initiative du parti socialiste, Inuit Ataqatigiit, qui a remporté les élections législatives en 2021, cette interdiction a mené à l'arrêt du projet de Kvanefjeld (Kuannersuit, en groenlandais), dans le sud-ouest du pays, près de la ville de Narsaq. Acquis en 2007 par la compagnie Greenland Resources, filiale de la société minière australienne Energy Transition Minerals, contrôlée à environ 10 % par le chinois Shenghe Resources, le site était présenté comme un des plus gros du monde pour les terres rares et l'uranium.

Le 19 juillet 2023, la compagnie a entamé une procédure d'arbitrage contre les gouvernements

Les financements se font désirer, sachant qu'il faut seize ans, en moyenne, pour passer des premiers forages à la production

du Groenland et du Danemark. Elle exige la reconnaissance de son droit à exploiter Kvanefjeld, ou un dédommagement de 11,5 milliards de dollars (10,6 milliards d'euros), soit près de quatre fois le PIB annuel du Groenland. Pour Christian Keldsen, le problème n'est pas tant l'interdiction de l'uranium que « le fait de changer les conditions au milieu d'un projet, ce qui affaiblit la

confiance dans la législation et dans le gouvernement ».

« Au contraire, nous avons introduit du calme et de la sérénité », réagit la ministre, Naaja Nathanielsen. Elle en veut pour preuve les cinq permis d'exploitation déjà délivrés et les trois à venir, un record pour le Groenland. Pas question donc de baisser les standards, alignés sur ceux des pays nordiques. Au siège d'Oceans North, à Nuuk, Karen Motzfeldt, conseillère au sein de la toute jeune association de protection de l'environnement, approuve : « Il y a encore certains endroits, près d'anciennes mines de plomb et de zinc, où il est impossible de manger des moules et des palourdes, en raison de la pollution », révèle-t-elle. Pour le Groenland, il s'agit aussi de préserver son secteur de la pêche, qui représente toujours 90 % des exportations de l'île. ■

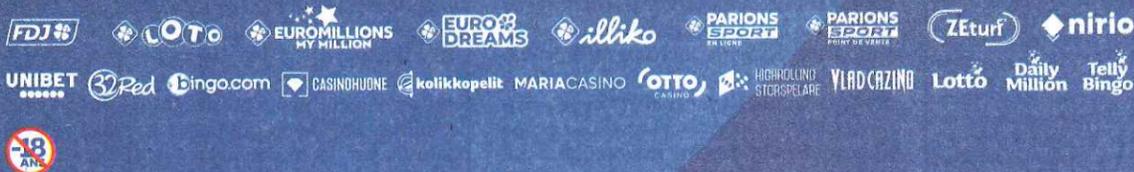
ANNE-FRANÇOISE HIVERT

FDJ UNITED
PLAYFUL. PLAY FAIR. PLAY FORWARD.

**BORN
IN FRANCE,
RISING
IN EUROPE.**

Forte de ses récentes acquisitions, FDJ devient le groupe européen FDJ UNITED. À travers ses marques iconiques, FDJ UNITED offre des expériences de jeu toujours plus divertissantes et responsables. Fidèle à ses origines et tourné vers l'avenir, FDJ UNITED s'engage pour un jeu plus sûr et un impact positif sur la société.

Playful. Play fair. Play forward = Divertissant. Responsable. Tourné vers l'avenir.
Born in France, rising in Europe = La France comme berceau, l'Europe comme terrain de jeu.



LES JEUX D'ARGENT ET DE HASARD PEUVENT ÊTRE DANGEREUX : PERTES D'ARGENT, CONFLITS FAMILIAUX, ADDICTION...
RETROUVEZ NOS CONSEILS SUR JOUEURS-INFO-SERVICE.FR (09 74 75 13 13 - APPEL NON SURTAXÉ)

GOUVERNEMENT
Liberté
Égalité
Fraternité